Burundi : Fidh et Iteka condamnent détention d'élèves pour des gribouillages

FIDH, 05/07/2016 La justice maintient en dÃ©tention des Ã©lÃ¨ves pour avoir gribouillÃ© des photos du prÃ©sident (Paris, Bujumbura) Au Burundi, gribouiller des photos du prÃ©sident est aujourdâ€™hui passible dâ€™arrestation par le service nation de renseignement, de dÃ©tention prolongÃ©e et de poursuite pÃ©nale, que les auteurs soient mineurs ou non. Jeudi 30 juin 2016, la Cour dâ€™appel de Bujumbura a ainsi dÃ©cidÃ© du maintien en dÃ©tention dans la sinistre prison centrale de Muramvya de cinq lycÃ©ens incarcÃ©rÃ©s depuis le 3 juin pour avoir dÃ©gradÃ© des photos du prÃ©sident Pierre Nkurunziz dans leurs manuels scolaires. En un mois, dans huit provinces du Burundi, plus de 600 Ã©lÃ¨ves, Ã¢gÃ©s de huit Ã dix-neuf ans, ont Ã©tÃ© renvoyÃ©s de leur Ã©tablissement scolaire ou arbitrairement arrÃªtÃ©s pour le mÃªme motif.

La FIDH et ITEKA condamnent avec la plus grande fermetÃ© ces actes honteux et exhortent la communautÃ© internationale Ã tout faire pour que les autoritÃ©s burundaises libÃ¨rent les Ã©lÃ¨ves emprisonnÃ©s et rÃ©intÃ¨grent dans leur Ã©tablissements scolaires ceux qui en ont Ã©tÃ© renvoyÃ©s. La communautÃ© internationale doit Ã©galement dÃ©ployer les efforts nÃ©cessaires pour endiguer cette nouvelle escalade de la rÃ©pression et dâ€™un rÃ©gime fourvoyÃ© dans un autorita toujours plus aveugle. Â«Â Le renvoi de plus de 620 Ã©lÃ¨ves et lâ€™arrestation arbitraire dâ€™une trentaine dâ€™autres p gribouillages sont de graves atteintes aux droits humains et particuliÃ¨rement au droit Ã lâ€™Ã©ducation de ces jeunes. Un constat extrÃªmement inquiÃ©tant en dÃ©couleÂ : le rÃ©gime est prÃªt Ã briser toutes barriÃ¨res symboliques et morales pour museler et punir ceux quâ€™il considÃ¨re comme ses dÃ©tracteurs.Â Â» Karim Lahidji, prÃ©sident de la FIDH Ce mouvemen dÃ©butÃ© le 3 juin 2016, lorsque onze lycÃ©ens â€“ cinq filles et six garÃ§ons Ã¢gÃ©s de 14 Ã 19 ans â€“ ont Ã©tÃ© arbitrai arrÃªtÃ©s par le Service national renseignement (SNR â€“ organe moteur de la rÃ©pression depuis avril 2015) dans la province de Muramvya, situÃ©e dans le centre du pays. Ils ont Ã©tÃ© inculpÃ©s dâ€™"outrage au chef de lâ€™Ã‰tat" pour a des photos du prÃ©sident Pierre Nkurunziza figurant dans leurs manuels scolaires. Le mÃªme jour, les Ã©tudiants de Muramvya ont tenu une manifestation pacifique pour protester contre ces arrestations, qui a Ã©tÃ© violemment rÃ©primÃ©e par les forces de police. Elles ont tirÃ© Ã balles rÃ©elles sur la foule, blessant deux Ã©lÃ¨ves et un motocycliste. Le 7 juin, six des Ã©lÃ¨ves incarcÃ©rÃ©s ont Ã©tÃ© remis en libertÃ© provisoire dans lâ€™attente de leurs procÃ¨s. Pour les cinq autres (d filles)Â [1], la Cour dâ€™appel de Bujumbura a dÃ©cidÃ© leur maintien en dÃ©tention le jeudi 30 juin. Ce cas est emblÃ©mati la rÃ©pression sans prÃ©cÃ©dent des autoritÃ©s burundaises, sur lâ€™ensemble du territoire burundais, Ã lâ€™encontre des soupÃ§onnÃ©s dâ€™Ãªtre opposÃ©s au troisiÃ¨me mandat du prÃ©sident Nkurunziza et nâ€™est en rien isolÃ©. Le vendred juinÂ [2], seize Ã©lÃ¨ves du lycÃ©e communal de RumongeÂ [3], ont Ã©tÃ© arbitrairement arrÃªtÃ©s puis incarcÃ©rÃ©s au ca commissariat de police de Rumonge, Ã©galement accusÃ©s dâ€™avoir griffonnÃ© sur la photo du prÃ©sident Nkurunziza figu dans leurs manuels scolaires. Six filles ont finalement Ã©tÃ© libÃ©rÃ©es le 30 juin. Le 17 juin, 82 Ã©lÃ¨ves de lâ€™Ã©cole s de Kibezi, commune de Mugamba, province de Bururi, ont Ã©tÃ© renvoyÃ©s temporairement de leur Ã©tablissement. Le mÃªme jour, onze autres Ã©lÃ¨ves ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s dans la commune de Bweru, province de Ruyigi, puis libÃ©rÃ©s le 23 la suite dâ€™un interrogatoire. Nos organisations sont Ã©galement extrÃªmement inquiÃ¨tes de la dÃ©tention dans cette province dâ€™une jeune fille Ã¢gÃ©e de dix neuf ans, Ã©lÃ¨ve au lycÃ©e communal de Cankuzo, au cachot du parquet de Cankuzo, dans une cellule gardÃ©e par des policiers de sexe masculin. Elle avait Ã©tÃ© arrÃªtÃ©e par le procureur, le commissaire provincial et le responsable provincial du SNR puis placÃ©e en dÃ©tention le 14 juin avec quatre autres camarades. Ils demeurent tous les cinq en dÃ©tention Ã la prison centrale de Ruyigi. Â«Â Ces actes rÃ©pressifs honteux se dÃ©roulent dans un contexte marquÃ© par une dÃ©tÃ©rioration continue de la situation des droits humains sur le terrain. De nombreuses informations parviennent Ã nos organisations et font Ã©tat de la poursuite des exÃ©cutions extrajudiciaires, meurtres, disparitions forcÃ©es, actes de torture, arrestations arbitraires massives et de lâ€™enterrement frÃ©quent de cadavres dans des fosses communes, Ã Bujumbura comme sur le reste du territoire.Â Â» Anschaire Nikoyagize, prÃ©sident de la Ligue ITEKA Le jeudi 30 juin par exemple, plus de 230 personnes ont Ã©tÃ© interpellÃ©es dans le centre-ville de Bujumbura et sommÃ©es de monter dans des vÃ©hicules. Elles ont Ã©tÃ© conduites dans un centre municipal oÃ¹ le maire de la ville, Freddy Mbonimpa, leur a indiquÃ© quâ€™il Ã©tait dÃ©sormais interdit de dÃ©ambuler dans le centre-ville sa Â«Â mission quelconqueÂ Â». Il a notamment soulignÃ©Â : Â«Â Sâ€™ils continuent, on doit les placer dans des maisons dâ€™arrÃªtÂ Â»Â [4], ce qui constituerait une grave atteinte Ã la libertÃ© de circulation et une mesure rÃ©pressive extrÃªmen choquante. Â«Â AprÃ¨s plus dâ€™un an de crise sanglante, il est temps pour la communautÃ© internationale de rÃ©agir avec fermetÃ© pour briser le cycle de la rÃ©pression. Les Nations unies et la confÃ©rence des chefs dâ€™Etats de lâ€™Union afric doivent prendre leur responsabilitÃ© et envoyer des forces internationales pour protÃ©ger les populations civiles. Ils doivent Ã©galement sommer le gouvernement burundais Ã entamer des pourparlers inclusifs et effectifs avec lâ€™oppositionÂ [1], sous peine de renforcer les sanctions contre les dignitaires du rÃ©gime et les agents de la rÃ©pression.Â Dismas Kitenge Senga, vice-prÃ©sident de la FIDH CONTEXTE Depuis avril 2015, le Burundi est plongÃ© dans une crise politique profonde nÃ©e de la volontÃ© du prÃ©sident Pierre Nkrunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat. A la suite de sa rÃ©Ã©lection contestÃ©e, une rÃ©pression fÃ©roce sâ€™est abattue sur tous ceux soupÃ§onnÃ©s dâ€™Ãªtre opposÃ©s jour, le bilan de la rÃ©pression serait de plus de 700 personnes tuÃ©es, 4 300 dÃ©tenues, plusieurs centaines de personnes disparues, certaines sources Ã©voquant le nombre de 800, des centaines de personnes torturÃ©es, plusieurs dizaines de femmes victimes de violences sexuelles, et des milliers dâ€™arrestations. 270 000 personnes ont dÃ©jÃ fuit le pays et les autoritÃ©s sâ€™enfonce dans desÂ logiques rÃ©pressives aux allures ethniques et gÃ©nocidaires. Le 27 mai 2016, cinq clas de 8eme annÃ©e de lâ€™Ã©cole fondamentale et du lycÃ©e municipal de Ruziba, Ã Bujumbura, â€“ soit 300 Ã©lÃ¨ves Ã¢gÃ© ans â€“ ont Ã©tÃ© renvoyÃ©es. Ce sont les premiers Ã©lÃ¨ves Ã Ãªtre accusÃ©s dâ€™avoir dessinÃ© des gribouillis sur la p prÃ©sident Pierre Nkurunziza dans leurs manuels scolaires. Cet Ã©pisode marque lâ€™entrÃ©e dans un cycle de rÃ©pression lâ€™Ã©chelle nationale. Le lundi 13 juin, ce sont 239 Ã©lÃ¨ves du collÃ¨ge communal de Gihinga, commune de Gisuru, province de Ruyigi, qui avaient Ã©tÃ© renvoyÃ©s pour avoir refusÃ© de dÃ©noncer leurs camarades. Notes [1]Â Il sâ€™agit Ndorimana, Fleury Niyonsaba, Avit Ndayizeye et Alice Irakoze. [2]Â [Ils sont dÃ©tenus avec un autre Ã©lÃ¨ve du lycÃ©e de Muzenga, incarcÃ©rÃ© pour le mÃªme motif depuis le 20 juin dernier.Â

Le mÃªme jour, six autres Ã©lÃ¨ves, un garÃ§on et cinq filles, du lycÃ©e communal de Gihanga, province de Bubanza, ont Ã©galement Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s et transfÃ©rÃ©s au cachot de la police de Bubanza. [3]Â Dans la province de Rumonge, situÃ© lâ€™ouest du Burundi. [4]Â Voir notamment RFI, BurundiÂ : 232 interpellations Ã Bujumbura dans une opÃ©ration de Â«Â sÃ©curitÃ©Â Â», le 30 juin 2016, http://www.rfi.fr/afrique/20160629-burundi-justifier-presence-centre-ville-bujumbura-232-interpellations